

## La démocratie en santé victime du virus ?

**Nos constats : des instances de démocratie en santé au ralenti et des associations d'usagers peu associés dans la gestion de crise.**

Depuis le début de la crise sanitaire, nous constatons un affaissement des structures permettant l'expression des **droits collectifs** : les lieux de démocratie en santé ne fonctionnent pas comme ils devraient, notamment dans les instances régionales et territoriales (CRSA, CTS, CDCA). Certaines sont d'ailleurs à l'arrêt total, d'autres fonctionnent de manière informelle ou au ralenti, et enfin certaines, mieux équipées, ont pu se mobiliser pour travailler sur des thématiques spécifiques à distance<sup>1</sup>. Il en est de même dans bon nombre de structures hospitalières publiques ou privées où le lien avec les représentants des usagers, même à distance, semble rare.

**En dehors de ces instances, les associations d'usagers sont peu associées dans les décisions de crises à l'échelle régionale et territoriale. Nous pensons en premier lieu aux recommandations de prise en charge par pathologies/filières, où la concertation se réduit souvent à l'unique consultation des fédérations d'établissements, des URPS ou des sociétés savantes.**

### Gérer la crise POUR nous MAIS pas SANS nous !

Les instances de démocratie en santé et les associations d'usagers ne sont pas des « experts » des situations de crise. Il **est néanmoins primordial de les associer** : elles apportent un éclairage essentiel sur les décisions envisagées et retenues, sur l'information à partager, sur la vie quotidienne des personnes malades, en situation de handicap, âgée, des usagers en général, dans ce contexte de crise sanitaire....

**L'état de sidération que chacun (autorités, professionnels, associations) a pu ressentir au moment de l'explosion de l'épidémie doit désormais être dépassé.** C'est pourquoi, nous demandons notre implication immédiate dans la politique de gestion de crise à l'échelon régional et territorial afin de permettre l'expression d'une parole collective, celle des populations qui subissent les effets de l'épidémie et ses conséquences psychologiques et sociales.

Nous appelons également à être associés à la **mise en oeuvre du « déconfinement »**. Dans ce cadre, nous souhaitons **disposer d'une transparence totale de l'information** sur la gestion de crise régionale et territoriale - notamment la volumétrie de matériels de protection et de dépistage disponibles - et demandons que **la population bénéficie de messages clairs et unifiés**. Nous associatifs, sommes déjà au travail pour délivrer **des messages à destination des publics fragiles et isolés**, qui sont souvent les grands oubliés, hélas, des communications institutionnelles. **Pour que ces messages soient entendus et acceptés, les mesures prises doivent être comprises.**

**Notre implantation associative via nos délégations régionales et les associations qui les composent est une force. Autorités sanitaires : associez-nous !**

**Gérard Raymond**  
Président de France Assos Santé

**Pierre-Marie Lebrun**  
Président de France Assos Santé Hauts-de-France

---

**Contact presse : Aurélie Cassarin-Grand, coordinatrice régionale, 06 25 47 08 09**

---

<sup>1</sup> Ainsi par exemple les CRSA de Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Bretagne ont travaillé sur un avis commun adopté le 9 avril 2020 & intitulé « L'heure n'est pas au déconfinement mais elle l'est à sa préparation dans un cadre qui associe éclairage scientifique et débat démocratique ».